

Chronique de documentation

J. D.

Volume 44, Number 1, 1976

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1103896ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1103896ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

HEC Montréal

ISSN

0004-6027 (print)

2817-3465 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

D., J. (1976). Review of [Chronique de documentation]. *Assurances*, 44(1), 61–71.
<https://doi.org/10.7202/1103896ar>

Chronique de documentation

par

J. D.

L'exercice du pouvoir : The Canadian Establishment, chez McLelland and Stewart. Toronto. Et « To the Dacha, comrade and step on it » par Hedrick Smith dans Atlantic Monthly. Numéro de décembre 1975.

61

Un livre de M. Peter Newman a ramené la question sur le tapis. Qui mène l'économie, qui mène le pays et qui en profite ? *The Canadian Establishment* répond l'auteur dans son ouvrage qui vient de paraître sous ce titre chez McLelland and Stewart à Toronto. Dire que le livre a fait scandale serait exagérer. Au vrai, il a soulevé beaucoup de curiosité parmi les gens qui cherchent à connaître les histoires des autres. Et il faut dire qu'avec M. Newman on est bien servi, non pas qu'il rapporte des anecdotes scandaleuses, mais il tient le lecteur au courant des tractations, des oppositions de personnalité, des batailles livrées au sein des conseils d'administration ou dans la coulisse. Toutes choses dont un certain public, tenu à l'écart, est friand. Il faut dire que si M. Newman rapporte parfois des ragots, disons que, dans l'ensemble, il paraît bien renseigné sur ce qui se passe derrière la façade des grandes entreprises.

Quand on met le livre de côté, une question se pose, encore une fois : qui mène vraiment l'entreprise d'abord, puis l'économie du pays ? La grande entreprise même, ceux qui la dirigent (*l'Establishment*, c'est-à-dire les directeurs) ou ceux à qui elle appartient, la Banque du Canada, les grandes banques, les gouvernements ou les syndicats ouvriers ?

La réponse n'est pas facile. Une chose est certaine cependant, il faut distinguer entre l'entreprise et l'actionnaire. Règle

générale, ce dernier fait ce qu'on lui suggère de faire, à moins qu'on ne le groupe ou qu'il confie ses intérêts à un homme ou à un tiers. Il est vrai qu'à l'assemblée générale, on lui laisse la liberté de poser des questions ou de manifester son sentiment ou son humeur, quand les affaires vont mal ou quand le Conseil *va un peu fort*. C'est lui qui élit les membres du conseil à main levée le jour de l'assemblée générale. Mais qui élit-il, sinon ceux que le Conseil sortant a choisis et qu'on lui présente. Théoriquement, il peut en indiquer d'autres, mais il est certain que la direction se sera fait donner les procurations nécessaires pour bloquer tout mouvement contraire au désir du président de l'assemblée. Avec la plus noble candeur et, apparemment, avec le plus grand désintéressement, celui-ci aura dit au moment voulu: « Quelqu'un veut-il présenter d'autres noms ? Sinon, quelqu'un veut-il suggérer que l'on vote pour ou contre la proposition ? ». Un actionnaire se sera alors levé et aura lu la liste de la prochaine fournée, suivie du vote.

Le rôle de l'actionnaire est donc à peu près nul, à moins qu'il ne détienne un pourcentage suffisant d'actions pour qu'on l'écoute et, au besoin, qu'on lui demande qui doit le représenter. En effet, rien n'est moins inattendu que l'élection d'un conseil d'administration et, d'ailleurs, qu'une assemblée générale. À de rares exceptions près, il vaut mieux qu'il en soit ainsi, dans une entreprise bien dirigée. Si on laisse au hasard des hommes et des circonstances le soin de déterminer la constitution du conseil, ce sera l'insuccès promis dans le plus bref délai.

On peut donc dire sans hésitation que le sort de l'entreprise se prépare et se joue au niveau de la direction elle-même. En effet, l'entreprise est vraiment menée par les *managers*, choisis pour leur compétence. Ils se retrouvent au niveau de l'entreprise et au conseil ou, tout au moins, au Bureau connu généralement sous le nom de Comité exécutif: le meneur de

jeu portant un titre suivi généralement du mot « executive » ou « chief officer »¹. S'il est vrai que les choses se passent différemment dans le cas d'une entreprise individuelle, il faut signaler immédiatement que celle-ci est la moins importante dans l'ordre économique.

Voilà pour l'entreprise. Et maintenant l'économie et l'organisation politique. Là, la réponse est moins facile. Il faut distinguer en effet entre plusieurs groupements.

63

La recherche des influences est assez étendue. La politique économique relève officiellement du Cabinet, mais qui en sont les membres, sinon des instruments du pouvoir menés par des considérations diverses: le bien du pays assurément, mais aussi celui du Parti.² Dire que seule la politique décide en dernier ressort serait faux, car, derrière les hommes qui la dirigent, il y a les institutions et la Banque du Canada en particulier. Celle-ci ne se laisse pas mener par les désirs du premier ministre; bien d'autres considérations font qu'elle orientera le pays dans un sens ou dans l'autre en ouvrant ou en entrebaillant les vannes du crédit et de la monnaie, en haussant ou en diminuant le taux d'intérêt. Pour que sa crédibilité ou que son influence demeurent intactes, elle ne peut faire que ce qu'elle croit essentiel. Les grandes banques ne l'influenceront guère, pas plus que la grande industrie ou le grand commerce, non plus que les syndicats ouvriers qui jouent avec les salaires et les conditions de travail puissamment, lourdement, qui arrêteraient, ralentiraient ou feraient demarrer l'économie momentanément si on les laissait faire. Les syndicats sont devenus un élément avec lequel il faut compter; il faut le noter.

Mais alors qui mènent vraiment l'économie? Personne, mais un peu tous ces éléments dont les jeux d'équilibre s'exercent sur le Cabinet d'où partent les décisions inspirées ou plus

¹ Soit le chef de la direction.

² Selon le cas, contrecarré ou orienté par les services de l'Etat, il est vrai.

ou moins imposées par ces pôles d'influence que sont grandes entreprises, associations, syndicats divers, groupements d'hommes d'affaires et d'ouvriers, journaux et autres média d'information, et, derrière eux, la grande ombre de la Banque du Canada avec ses indications, ses réticences, ses coups de barre que surveillent les ministres siégeant dans un grand immeuble gothique d'inspiration. La Chambre s'y réunit pour permettre au Parti de se manifester comme le lui demande son chef et son *whip* qui en est le porte-parole agissant. À côté de cela, il y a l'Entreprise qui s'adapte parce qu'elle a appris à tirer le maximum de toutes les situations, tout en agissant dans la coulisse, avec des résultats plus moins favorables selon les jours.

C'est cette grande comédie du Pouvoir et de ses intrigues que Peter Newman expose partiellement dans son livre, comme le duc de Saint-Simon le faisait pour la cour de Louis XIV. Là se limite la comparaison, cependant, car Newman présente les hommes du moment avec leurs heurts, leurs intrigues, leurs frasques et certaines de leurs initiatives, sans aller jusqu'à faire la peinture de l'époque.

Pourquoi alors accorder tant de place à son livre ? Mais c'est qu'il ne manque pas de crédibilité pour celui qu'intriguent les jeux d'intérêts et d'influences au Canada !



Au cours du déjeuner qui avait suivi un long « conseil », un de mes amis m'a signalé un article qui est l'œuvre, lui aussi, d'un journaliste ayant vécu assez longtemps en Russie pour savoir ce qui s'y passe. La revue est *Atlantic Monthly* et l'auteur, Hedrick Smith.

L'article n'a rien à voir avec le livre de Peter Newman, sauf qu'il traite d'un autre *establishment*, celui de la Russie soviétique. Dacha, longues autos noires, achats à prix réduits

ou gratuits, postes auxquels on accède par le truchement du Parti, écoles, hôpitaux, cliniques ouverts aux seuls puissants du jour et à leur famille, tout cela nous est raconté avec quelques détails — oh ! pas autant que ce que Newman a réuni sur les maîtres de l'heure au Canada — mais assez pour nous convaincre que les nouveaux seigneurs ont remplacé les anciens en Russie, avec moins de faste assurément, mais, toute proportion gardée, avec autant d'abus et de faveurs accordées par l'État ou le Parti à des privilégiés. Tout cela est normal ou le devient quand la société et ses structures se consolident. Mais est-ce cela qu'ont voulu Marx, Trotsky et Lénine ?

65

Les gens de qui je tiens ces renseignements protestent contre les abus qu'ils constatent de la rue, mais ils en usent dès qu'ils sont en place, écrit Smith. Il a une histoire à un moment donné: Brejnev fait visiter à sa mère ses divers pieds à terre à Moscou et dans les environs, puis son pavillon de chasse à Zavidovo. Comme il lui demande: eh bien ! qu'en penses-tu ? Elle répond: « mais qu'est-ce que tout cela va devenir si les *Rouges* reviennent ? »

Entre Peter Newman et Hedrick Smith, il y a deux mondes qui se rejoignent par les abus auxquels se livrent les puissants du régime: l'un pratique la richesse presque comme un dogme et l'autre, les privilèges aux membres du parti, comme un droit acquis. L'État dans notre monde capitaliste réagit en taxant les riches le plus lourdement possible; dans l'autre, on ferme les yeux car on sait que dans aucune société les plus forts, les plus adroits, les plus intelligents n'accepteront d'être traités comme les autres. Il y a eux et nous, me répondait un ami français à qui je demandais, après la dernière guerre, comment son personnel était traité. « Eux le sont bien mal, nous le sommes beaucoup mieux. » À cause du gel des loyers, il ne payait presque rien pour le grand appartement qu'il occupait et son traitement était élevé.

66 En Russie, il y a également eux et nous, si l'on en croit Hedrick Smith. Or, *Atlantic Monthly* est une vieille revue qui a la réputation de ne pas accueillir n'importe qui et n'importe quoi, même si sa page de couverture n'est pas, cette fois, du goût le plus sûr. De plus, le titre de l'article est on ne peut plus américain: « To the Dacha, comrade, and step on it ». Quant au dessin, c'est je pense ce que l'on appelle « an eye opener » ? On ne peut nier que le titre attire le chaland: ce que désire la revue, même s'il est d'un goût bien relatif encore une fois.

La loi à la portée du public. Gouvernement du Québec, Québec 1975.

Le service de l'information du ministère de la Justice vient de faire paraître cinq plaquettes destinées au grand public. En voici les sujets: *l'accès à la justice. Les régimes matrimoniaux. Séparation et divorce. Les saisies. La loi du dépôt volontaire.*

Ces textes n'ont rien de savant; ils ont pour objet de rapprocher la loi de l'usager. Voici un exemple ayant trait à la société d'acquêts qui règle maintenant le régime matrimonial:

« En quoi consiste cette société d'acquêts ? Disons tout d'abord que c'est la synthèse des régimes de la communauté de biens et de la séparation de biens. C'est un régime qui veut à la fois conserver les avantages essentiels et de la séparation et de la communauté, tout en écartant les inconvénients majeurs de l'un et de l'autre.

« La société d'acquêts comporte, d'une part, les avantages de la séparation en ce sens d'abord que les patrimoines des époux demeurent distincts l'un de l'autre; ensuite, que chaque époux conserve l'entière administration de son patri-

moine, la pleine responsabilité de ses dettes et la libre disposition de ses biens sous la seule mais très importante réserve qu'il ne peut disposer de ses acquêts à titre gratuit, sans l'assentiment de son conjoint, si ce n'est de sommes modiques ou de présents d'usage.

Dans ces plaquettes, on présente l'essentiel des dispositions destinées à régler les cas courants. Ainsi, on rend service en expliquant en termes simples des choses complexes. Si nous signalons ces textes, c'est qu'ils peuvent rendre service non aux spécialistes, mais aux gens qui, avant de voir un avocat, veulent comprendre les solutions possibles à leur problème.

67

La récolte redevient abondante aux H.E.C. « Le Management, textes et cas ». « L'Économie du Québec ». « Édouard Montpetit ». « La société canadienne-française au XIXe siècle ».

On a enfin l'impression de sortir d'un tunnel: sept livres viennent de paraître dans l'orbite H.E.C. Depuis des années, la recherche, comme la production intellectuelle, avait été bien limitée sinon négligée à l'École. Alors qu'autrefois, comme le disait l'ancien ministre Paul Gérin-Lajoie, l'École des Hautes Études Commerciales avait été le centre principal de la recherche en sciences sociales et en économie, avec des publications nombreuses et une activité intellectuelle animée par Esdras Minville et par François-Albert Angers. Depuis, l'École s'était un peu endormie. La plupart des professeurs semblaient se désintéresser de tout, en dehors de leurs cours auxquels ils se donnaient sans réserve. On aurait dit que, sauf quelques-uns, ils ne saisissaient plus l'importance de la recherche; la plupart des maîtres se laissant obnubiler par les tâches de chaque jour et ne voulant pas admettre, que l'École et ses anciens élèves ne pouvaient rayonner que par leur œuvre écrite, venant compléter l'enseignement verbal. Heureusement,

l'état d'esprit change. Ainsi, en l'espace de quelques mois, sept livres viennent d'être lancés, dont cinq viennent de l'École même et deux de ses diplômés.

68 D'abord, un livre sur la direction des affaires: *Le Management, textes et cas*. Il y a une théorie du *management*, c'est-à-dire de l'entreprise. On l'illustre ici surtout avec des *cas*. En partant de données précises, l'étudiant, qu'il soit à l'École ou qu'il vienne de l'extérieur, doit lui-même trouver les solutions en raisonnant, en expliquant pourquoi il s'oriente dans tel ou tel sens. Il errera peut-être en procédant ainsi, mais c'est en exposant sa manière de penser qu'il arrivera à résoudre les problèmes de l'entreprise. C'est la *méthode des cas*, chère à Harvard, d'où sont venus certains des collaborateurs du manuel. Car c'en est un. Mais n'est-ce pas ce dont on a le plus besoin en ce moment.

Avec l'*Économie du Québec*, on aborde un domaine bien différent et une méthode de travail tout autre. Ici, on est devant des auteurs qui, en équipe, présentent l'économie d'une province peu connue en soi, parce que trop souvent elle est comprise dans un tout, le Canada entier. Or, Québec, comme chacune des autres provinces, a des problèmes, des ressources et une vie propres. Il faut les connaître si l'on veut pouvoir les traiter logiquement et efficacement. C'est à cela que s'applique l'équipe formée des professeurs P. Fréchette, R. Jouandet-Beradat et J.P. Vézina. Le premier est de l'Uqam et les deux autres de l'École des Hautes Études Commerciales de Montréal. Jacques Parizeau fait précéder l'étude d'une remarquable introduction sur l'évolution de l'économie du Québec depuis, en particulier, ce qu'on appelle la révolution tranquille.

On est devant un livre destiné aux étudiants, mais aussi au public éclairé, qui veut avoir des éléments précis pour comprendre et juger les événements qui se déroulent devant lui.

Avec cette étude d'ensemble qui atteint un niveau remarquable de qualité, on peut opposer les méthodes d'enseignement à l'École des Hautes Études Commerciales, non pas pour diminuer l'une aux dépens de l'autre, mais pour mieux comprendre comment l'une et l'autre procèdent pour arriver à un même but: l'une avec une méthode didactique au niveau de l'entreprise et l'autre donnant accès aux résultats d'ensemble, ceux de l'économie et de la Nation.



Deux autres livres, parus à quelques mois d'intervalle, sont bien différents, car ils ouvrent des fenêtres sur le passé et non sur le présent. L'un¹ rappelle ce qu'a été Édouard Montpetit, cet extraordinaire pédagogue, ce brasseur d'idées. Revenu d'Europe en 1910, il se mit à la tâche aux H.E.C. Bien différent de ses futurs élèves et de leur successeurs, que l'on voit à l'œuvre dans les livres que l'on a étudiés précédemment, il s'attaqua à l'enseignement de l'économie politique. Ses cours étaient un véritable enchantement. S'il voyait très juste, il fuyait les chiffres comme la peste. Parfois, il mêlait littérature et gros sous; ce qui ma foi donnait une mixture fort agréable. C'est lui qui, pour rallier le Clergé à l'étude des problèmes de l'économie canadienne, a su trouver des formules comme « l'argent est un moyen et non une fin ». Nous, ses élèves, l'aurions suivi n'importe où s'il avait voulu. Mais il était avant tout un homme de pensée, un isolé qui semait à tous vents sans se préoccuper d'avoir des disciples. Presque malgré lui, il en a eu, qui se seraient dispersés s'il n'y avait eu François-Albert Angers, ce tenace parmi les plus tenaces, qui, lui, a su grouper des éléments bien divers. Beaucoup l'ont quitté pour aller ailleurs en vertu d'une force centrifuge qu'a constatée également le père Georges-Henri Lévesque, cet autre grand éle-

¹ « Édouard Montpetit, raconté par lui-même et dépeint par ses contemporains au fil de la chronique du temps ». Aux Editions Elysée, Montréal.

veur, dont les poulains jouent un si grand rôle dans notre société.

C'est l'aventure Montpetit que retrace Rodolphe Joubert à travers les textes du maître et les témoignages rendus par ses amis ou ses anciens élèves.

70

« La Société Canadienne-française au XIX^e siècle » est un autre livre paru dans l'orbite H.E.C. et l'œuvre d'un de ses professeurs émérites. Disciple enthousiaste de son maître Édouard Montpetit, l'auteur essaie en quelque six cents pages de faire renaître le milieu du siècle précédent. Il étudie également certains hommes qui ont contribué à le créer: de l'homme d'affaires à l'évêque au grand cœur, aux initiatives multiples et audacieuses mais aux sanctions impitoyables, jusqu'à l'homme politique, cet équilibriste, ce danseur sur la corde raide.



Bravo, H.E.C. ! Continuez, je vous prie, dans la voie de la production intellectuelle. C'est par là que s'étendront votre influence et votre prestige. L'enseignement est bien mais, pour être remarquable, il doit reposer sur les recherches personnelles de ceux qui le dispensent. Autrement, eh bien ! les professeurs risquent d'être de simples machines à donner des cours: certaines fonctionnant admirablement et d'autres moins bien.

Forces. 1^{er} trimestre de 1975. Numéro 30. Montréal.

La revue reprend sa publication, avec des articles vivants, soutenus par un ensemble de bien belles photographies. Nous formulons le vœu qu'elle ne soit pas surtout un organe de propagande ou de publicité pour la province qui en paie maintenant les frais. Ce que nous aimions dans la revue jusqu'ici,

c'était son ouverture sur le monde du Québec, mais aussi sur celui des idées.

Avec *Vie des Arts* et peut-être la revue du Musée des Beaux-Arts de Montréal, *Forces* est, parmi les réalisations graphiques, l'initiative la plus intéressante au point de vue de l'aspect extérieur des choses tout au moins.

À signaler dans le dernier numéro une étude sur le mouvement Desjardins et une autre sur la fécondité des ménages québécois. Autrefois, on l'admirait, même si on déplore la terrible mortalité qui les décimait; maintenant, on est inquiet devant la réaction des jeunes qui souhaitent un, deux enfants et, dans bien des cas, aucun. Pour peu que cela continue, les Canadiens-français deviendront un peuple de vieilles gens, avec tout ce que cela comporte d'immobilisme et de satisfaction du moment présent. L'instruction est en train de donner au groupe un instrument qu'il n'avait pas auparavant. Peut-être, mais encore faut-il qu'on veuille bien en tirer le maximum pour prendre part au combat de la vie et s'y préparer par l'étude et non simplement en appuyant les revendications syndicales.

71

Or, la politisation des écoles et un certain désir d'être soi, au plus bas niveau de la culture et de son expression, nous inquiètent.



Pourquoi donne-t-on autant d'importance à Gilles Vigneault dans ce dernier numéro ? Vigneault est incontestablement un compositeur excellent, mais il n'a pas que je sache une valeur de culture assez grande pour justifier l'espace qu'on lui consacre. Pas plus d'ailleurs que le *Patriote*: boîte à chansons valable, mais à laquelle il ne faudrait pas donner trop de place si l'on veut garder le sens des valeurs.